

Partager le savoir

Denise DEVEZE BERTHET

Professeur à l'Université Paris 7 - Denis Diderot

En 1984, Martine participe, à la demande de Denise Devèze-Berthet, à la création d'un module sur l'information et la communication scientifique et technique, à l'Université Paris 7. Elle y engage l'association des journalistes scientifiques.

C'est au début de l'année 1984, à travers ma participation aux activités des Boutiques de Sciences¹, que j'ai rencontré, pour la première fois, Martine Barrère. Fonctionnant depuis près de deux ans, mais toujours en quête de légitimité, les Boutiques s'étaient mises en frais pour faire connaître le premier bilan de leurs activités. Peu de journalistes s'étaient déplacés pour assister à cette conférence de presse. Mais Martine était là et exerçait, non sans impertinence, sa curiosité sur les points faibles du dossier. En l'observant, je ne pouvais m'empêcher de penser qu'elle serait un partenaire idéal pour la formation ICST (Information et communication scientifique et technique) que nous préparions. Martine était très courtisée, mais je réussis à l'aborder et allais droit au but : « *Une formation se met en place à l'Université Paris 7 ; elle est destinée à des scientifiques et uniquement à eux ; elle aura une finalité professionnelle ; les professions visées sont le journalisme, la communication des organisations et éventuellement, l'action culturelle. Nous avons besoin des professionnels. Êtes-vous intéressée ?* ». Martine acquiesça d'emblée ; elle semblait partager

les objectifs que nous nous étions fixés. Un rendez-vous fut alors pris au cours duquel nous pourrions faire connaissance - confronter nos parcours et nos idées - puis, éventuellement, si les buts que nous poursuivions étaient convergents, nous atteler conjointement à la définition du programme.

En octobre 1984, la formation ICST démarrait. Martine était responsable du module de formation au journalisme scientifique. Son ascendant au sein de l'Association des journalistes de la presse d'information (AJSP1) lui avait permis de mobiliser les plus dynamiques de ses collègues qui sont venus enseigner à l'Université et ont accueilli nos étudiants en stage, dans leurs journaux respectifs.

Martine, qui, de par la nature même de ses activités, fréquentait essentiellement des « mandarins », découvrait avec notre équipe, des enseignants-chercheurs d'un autre type, ennemis de la démagogie, déterminés dans l'action et dont les choix de carrière s'avéraient motivés par des convictions proches des siennes. Elle avait quitté la recherche scientifique après sa thèse ; la plupart d'entre

nous avions opéré la même rupture en nous réorientant vers les sciences humaines et sociales², et en ayant fait à peu près le même constat : la recherche scientifique se développe inexorablement, mais le fossé se creuse entre ceux qui y participent et le reste de la population ; le discours de la science est de plus en plus ésotérique et pourtant ses résultats transforment de plus en plus rapidement et irréversiblement l'existence de tout un chacun. Il devenait, par conséquent, nécessaire que les scientifiques se préoccupent de ce que Philippe Roqueplo nommait alors « le partage du savoir »³.

Dans les années qui ont suivi les événements de mai 1968, cette idée n'était pas aussi utopique que pourrait le laisser croire la situation actuelle ! L'Université voyait en effet affluer vers elle quantité de salariés, les jeunes en particulier, désirant acquérir les moyens de comprendre le fonctionnement de leur entreprise et d'agir sur lui ; ou encore, des femmes au foyer qui, voyant grandir leurs enfants, entendaient se donner une chance de pouvoir accéder à la vie active. Des comités d'entreprise et même parfois des directions, nous demandaient d'organiser des

Bataille pour une salle d'actualité

Depuis le démarrage du projet qui devait devenir la Cité des Sciences et de l'Industrie, de nombreux journalistes scientifiques avaient été sollicités pour participer à quelques petits travaux ou aux multiples commissions, à titre personnel ou à celui de l'AJSPI¹. Mais, en dehors de l'utilité de se faire un peu d'argent de poche ou de la fierté d'être associé à une grandiose entreprise culturelle, il faut bien reconnaître que nous n'en avons pas, dans l'ensemble, tiré beaucoup de satisfactions. En tout cas, certainement pas au nom de notre association. L'idée de « salle d'actualité » figurait dans le rapport initial remis en 1979 par Maurice Levy au Président de la République. Le principe en avait été maintenu : n'était-ce pas un moyen supplémentaire de s'attirer la bienveillance de la presse ?

S'appuyant sur sa grande pratique de la vie associative et sa non moins grande méfiance vis à vis des pouvoirs établis, Martine² réussira en quelques mois à réveiller les journalistes assoupis et à faire valoir clairement leurs exigences. Avec elle, nous nous sommes battus pour obtenir un emplacement de choix dans le grand hall d'entrée du musée, puis pour préserver nos 400 mètres carrés qui excitaient bien des convoitises. Un espace indépendant géré par des journalistes et capable de présenter l'actualité scientifique au jour le jour, à travers des panneaux explicatifs, des maquettes, des journaux, des projections vidéo, des dépêches d'agence et surtout des conférences, des rencontres, des débats : tel était le projet dans lequel elle nous entraînait. Nous avons imaginé un véritable « journal multimédia » avant l'heure, mais mettant en oeuvre bien plus de moyens que la communication électronique qui nous envahit aujourd'hui. Toutes les possibilités matérielles et surtout humaines devaient concourir à faire vivre l'actualité scientifique, l'expliquer et en montrer les conséquences pour la société. Déjà, lors de la conception, nous avons eu à lutter contre la place envahissante réservée au studio de télévision. Nous n'y sommes pas tout à fait parvenus, puisqu'il occupait une bonne partie des locaux. Cependant, durant les deux années qui suivirent l'inauguration en novembre 1986, de nombreux débats eurent lieu, et l'on pouvait admirer en permanence au moins trois ou quatre maquettes, renouvelées si possible tous les mois. Par exemple, celle d'une centrale du type Tchernobyl permettait de mieux comprendre la catastrophe. Les développements de la fusée Ariane, telle ou telle molécule et ses applications ou le tunnel sous la Manche étaient également présentés sous forme d'objets palpables. Les orientations « rédactionnelles » étaient définies par une commission paritaire (moitié représentants de la Cité, moitié journalistes scientifiques) qui, par les interventions de Martine, était loin de ressembler à une chambre d'enregistrement. Mais la bataille était trop inégale contre l'envahissement des sponsors, le tout audiovisuel, et, surtout, l'inertie des membres de l'association.

Après ces débuts, les débats se firent de plus en plus rares et les maquettes de plus en plus poussiéreuses. Et les successeurs de Martine n'eurent pas la même combativité. Sans doute le projet était-il trop ambitieux. Les autorités de la Cité ne disposaient pas de tous les moyens nécessaires à la réalisation du « journal » dont nous rêvions. Mais, surtout, la participation massive des journalistes qu'impliquait un tel projet ne s'est pas produite. L'espace « Sciences actualité » a regagné aujourd'hui le premier sous-sol de la Cité, où il est intégré à la Médiathèque. Il utilise exclusivement comme supports l'audiovisuel, la radio et l'écrit.

Pierre Virolleaud
Journaliste scientifique

1 AJSPI : Association des journalistes scientifiques de la presse d'information, qui regroupe l'essentiel des journalistes s'occupant de science dans la presse généraliste et la presse spécialisée.

2 A l'époque, elle était présidente de l'AJSPI, fonction qu'elle occupa en 1980 et 1981.

formations sur les lieux de travail ; ces actions, au sein des entreprises assuraient souvent, en plus des objectifs prévus, une fonction de communication interne ; ils permettaient en outre à deux mondes jusque là étanches et *a priori* hostiles de se rencontrer. C'est toujours dans cet esprit de partage des savoirs que se sont retrouvés des animateurs culturels et des scientifiques aboutissant à la création du premier centre de culture scientifique et technique, à Grenoble, en 1979. L'engagement que nous avons pris dans ces diverses activités nous a permis, par la suite, de participer à la rénovation pédagogique au sein de l'Université.

Tous ces mouvements et ces formes, où se côtoyaient des scientifiques, des sociologues, des animateurs culturels, des syndicalistes, mais aussi des journalistes, ont, plus globalement, contribué à poser le problème de la démocratisation des prises de décision en matière de choix technologiques, au niveau de l'Etat.

Mais les controverses suscitées par l'installation de l'énergie électronucléaire ont durablement divisé le monde du journalisme scientifique français. En effet, tandis que la télévision, sous tutelle de l'Etat, se transformait en une scène privée du pouvoir, la presse écrite devenait le seul espace public où pouvaient s'exprimer les mouvements de contestation. A cette occasion, les journalistes de télévision ont revendiqué un rôle de « médiateur

objectif » entre les protagonistes du conflit. Leur objectivité n'était cependant qu'apparente, puisqu'eux seuls fixaient les termes du débat et les règles communicationnelles dans lesquelles celui-ci devait se dérouler. De fait, les mouvements d'opposition au nucléaire n'accédaient à l'antenne qu'en fonction de la pression qu'ils étaient en mesure d'exercer dans la rue. La plupart du temps, la télévision n'était qu'une tribune de substitution pour les parlementaires qui n'ont jamais eu l'opportunité de débattre réellement des choix énergétiques de la France. A l'inverse, les journalistes de la presse écrite se faisaient « enquêteurs ». L'information qu'ils diffusaient ne pouvait plus se limiter à la vulgarisation de connaissances scientifiques ou techniques ; les aspects politiques, les enjeux économiques et sociaux de l'innovation devaient être inclus dans l'information pour répondre pleinement aux attentes de l'opinion.

La science dans la culture

Il n'est pas étonnant qu'au cours de cette décennie, fertile en débats sociaux, les effectifs de la profession se soient considérablement accrus. C'est durant cette période également que l'AJSPI s'est affirmée, aussi bien sur le plan de la défense de ses adhérents, lorsque ceux-ci étaient entravés dans l'exercice de leur métier, que par la pression qu'elle a su exercer sur les organismes de recherche et les entreprises, afin

de les inciter à améliorer leur communication. Aujourd'hui, quand on sait à quel point l'information émanant des services de communication des organisations submerge les rédactions, on mesure tout le changement qui s'est produit.

Dans les années 70, l'opinion publique s'exprimait à travers les « minorités actives » qui revendiquaient l'accès à l'information, alors que les pouvoirs publics, les entreprises et les organismes de recherche préféraient la retenir ; aujourd'hui, en revanche, tout le monde communique et tous, y compris les journalistes, se réclament, au nom des sondages, d'une opinion publique mythique, transformée en « majorité silencieuse ».

Il faut donc se souvenir qu'au début des années 80, lorsque nous avons vécu la première alternance politique de la Cinquième République, le journalisme scientifique s'incarnait dans la presse écrite. Il était un milieu affirmé, ouvert et désireux de prendre part à la vie publique. Martine, qui venait d'assurer pendant deux années consécutives la présidence de l'AJSPI (1980 et 1981) symbolisait parfaitement cette orientation. A la même époque, dans les milieux scientifiques, un petit nombre d'enseignants-chercheurs ou de chercheurs « purs » avaient opéré la réorientation de leurs activités vers les sciences humaines et sociales. En inscrivant la promotion de la culture scientifique et technique dans ses

priorités, le gouvernement socialiste a permis l'institutionnalisation de leurs activités, jusque là plus ou moins tolérées. Ainsi s'est constitué, dans le cadre des toutes récentes « sciences de l'information et de la communication », un champ d'enseignement et de recherche spécifique dans lequel notre filière ICST a pu s'inscrire.

D'une manière plus globale, on peut affirmer que le changement gouvernemental de 1981 a

considérablement encouragé le rapprochement et les échanges entre les secteurs du journalisme, de l'action culturelle de l'éducation et de la recherche. Dans ce contexte, l'engagement de l'AJSPI dans notre formation, en 1984, allait de soi. L'AJSPI reconnaissait aussi, à cette occasion, qu'une formation scientifique préalable et une connaissance du milieu de la recherche pouvait favoriser l'exercice du métier qu'elle représentait. En plus de dix ans, la

contribution des journalistes scientifiques n'a pas faibli. Néanmoins, elle relève davantage aujourd'hui de l'intérêt personnel que peuvent y trouver ceux qui y participent que d'une volonté exprimée par leur association. Nos relations avec l'AJSPI se sont en effet beaucoup distendues au cours du temps, à mesure que son influence diminuait. Actuellement, le journalisme scientifique semble atteint des mêmes maux que le journalisme général. La précarité des emplois, les

« Science et politique » : une rubrique à son image

Coïncidence. Dans les deux derniers numéros de *La Recherche* où le nom de Martine apparaît (novembre 1990, janvier 1991), il est question des essais de Mururoa et du problème des déchets nucléaires. Exactement cinq ans après, ou presque : les mêmes sujets ont fait la une des journaux qui, pour la plupart, réagissaient à l'insolence des décisions politiques du nouveau septennat, tandis que cette actualité s'est peu à peu vue détrônée, comme chacun sait, par une grève sans précédent récent. Comment avoir été sourd, à travers le brouhaha des revendications corporatistes, à la clameur d'un ras le bol, le ras le bol du mépris manifesté par une classe dirigeante « qui sait », à l'égard des gouvernés qui « ne savent pas », au refus de ces derniers d'être des laissés pour compte dans les décisions qui engagent leur avenir ? En février 1991, le nom de Martine disparaissait de l'« ours » du journal. Il y a cinq ans, elle avait refusé, à sa manière, de se plier à un certain type de pouvoir.

L'information critique sur le nucléaire, le désir militant de faire partager le savoir, le refus obstiné d'accepter la dictature de ceux qui prétendent savoir sur ceux qui ne sauraient pas, en science comme ailleurs, la revendication du maximum de transparence dans les choix scientifiques et techniques qui engagent à la fois le futur de l'humanité et la vie de chaque individu : c'est bien le combat que n'a cessé de mener Martine dans la rubrique qui avait pour nom « Science et politique ». Je ne l'ai connue que quelques mois à *La Recherche* : c'est peu en comparaison des nombreuses années pendant lesquelles elle y a tenu cette rubrique. Auparavant, ce sont sur ces pages que mon attention se portait en priorité, comme de nombreux lecteurs.

Elles étaient fondamentales et contribuaient à la personnalité du journal. Elles posaient des questions d'éthique, de déontologie, de politique, et permettaient ainsi d'engager le débat. Rien n'était plus important, que l'on fût d'accord ou non avec les positions prises, dans un monde où les résultats de laboratoire ont des répercussions de plus en plus rapides et irréversibles sur la vie sociale, culturelle et économique. Certes, la science a pour elle la rationalité de sa démarche et l'efficacité de ses méthodes. Mais est-ce suffisant pour gouverner les hommes ? Là encore, les événements récents obligent à s'interroger. Martine avait compris la pauvreté d'une telle vision du monde. Elle se battait par sa plume pour animer chacun du goût du questionnement, de la responsabilité, de l'insoumission.

Dominique Chouhan
Journaliste scientifique

difficultés financières dans lesquelles se débat la presse, le poids des annonceurs, le matraquage des services de communication font que le journalisme d'enquête disparaît au profit du journalisme de médiation. Le journaliste ne serait plus qu'une courroie de transmission entre ses informateurs et son public, et éventuellement un sélectionneur d'information. Il faut dire qu'en matière d'information scientifique et technique, les journalistes ont complaisamment laissé leur place à leurs informateurs. L'obsession du scoop fait que dans les quotidiens, certains en arrivent à envier la situation de leurs collègues des autres rubriques où un fait d'actualité est sans ambiguïté, alors que dans la recherche, il est plus difficile à saisir. D'autres enfin attribuent à la culture dans laquelle ils baignent, leur difficulté à adopter une attitude critique vis-à-vis de leurs sources.

Une profession en crise

Ce qui semble évident, quelles qu'en soient les causes, c'est que le journalisme scientifique traverse une crise d'identité profonde. Le thème du colloque organisé en mars 1995 par l'AJSPI pour son quarantième anniversaire « Journalistes et chercheurs : qui manipule qui ? » en atteste. Il exprime à la fois l'insatisfaction et l'impuissance. Paradoxalement, on peut alors se demander si la différence de situation entre le journalisme scientifique de la presse écrite et celui de la télévision, ne serait pas en train de s'inverser par rapport à ce qu'elle était dans les années 70. Ce n'est certes pas sur les deux principales chaînes généralistes qu'il conviendrait d'observer ce bouleversement, mais plutôt sur des chaînes plus fragmentées comme M6 ou Arte. On y trouve en effet quelques magazines scientifiques dans lesquels les

producteurs et les journalistes semblent maîtres de leurs sujets et de leurs sources.

Je suis convaincue que cette intuition, qui mériterait d'être davantage justifiée, n'aurait pas surpris Martine, elle qui se préparait à investir les étranges lucarnes.

Notes :

1) Créées aux Pays-Bas où elles fonctionnent toujours, les Boutiques de Sciences étaient destinées à mettre en relation des demandeurs sociaux pas ou peu solvables, individuels ou collectifs, avec des experts scientifiques et/ou techniques.

2) Je range sous le vocable de science toutes celles qui sont indissociablement liées à la technologie, tandis que celles qui trouvent leur objet dans les effets du développement des technosciences sur l'homme et sur la société font partie des sciences humaines et sociales.

3) Ph. Roqueplo, *Le partage du savoir*, Le Seuil, 1974. ■

Bibliographie de Marine Barrère

● Sur la communication de la science

- « La communication de la science », *Encyclopedia Universalis*, supplément 1990.
- « Le secret scientifique », *Encyclopedia Universalis*, La science au présent, T II, p 524.
- « Les mathématiques dans la rue », entretien avec Ivar Ekeland, *La Recherche*, décembre 1987.
- « La culture scientifique et technique », avec Jean-Marc Lévy-Leblond, *La Recherche*, juin 1984.
- « A propos de la popularisation », *M*, février 1995.
- « Science et société : quelle raison partager ? », à paraître dans *Esprit*.

● Autres enquêtes

- « Imbroglia scientifico-politique à la Soufrière », *La Recherche*, janvier 1977.
- « L'affaire Illmensee : fraude ou pas fraude ? », *La Recherche*, juin 1984.
- « Sida : Robert Gallo s'explique », *La Recherche*, septembre 1986.
- « La fraude : une pratique courante en science de la vie », *La Recherche*, février 1988